



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°13 – du 24 au 30 mars 2023

En bref

- Dans le cadre du soutien public face à la crise du coût de la vie, les ménages bénéficiant des prestations sociales (8 M) recevront un premier versement, entre le 25 avril et le 17 mai, de 301 £ sur un total de 900 £ d'aides promises en 2023-24.

- L'octroi d'emprunts immobiliers et des crédits à la consommation enregistre une baisse entre janvier et février 2023. Selon la [Banque d'Angleterre](#), le volume d'emprunt immobilier net atteint 0,7 Md£ en février, après 2,0 Md£ en janvier 2023. Le taux d'intérêt effectif appliqué est en hausse de 36 pb, atteignant 4,24%. Le crédit à la consommation représente un volume de 1,4 Md£ d'emprunt net en février 2023, après 1,7 Md£ le mois précédent.

- Alors que le [gouvernement](#) comptait avancer l'échéance, de 2044-46 à 2037-

LE CHIFFRE À RETENIR

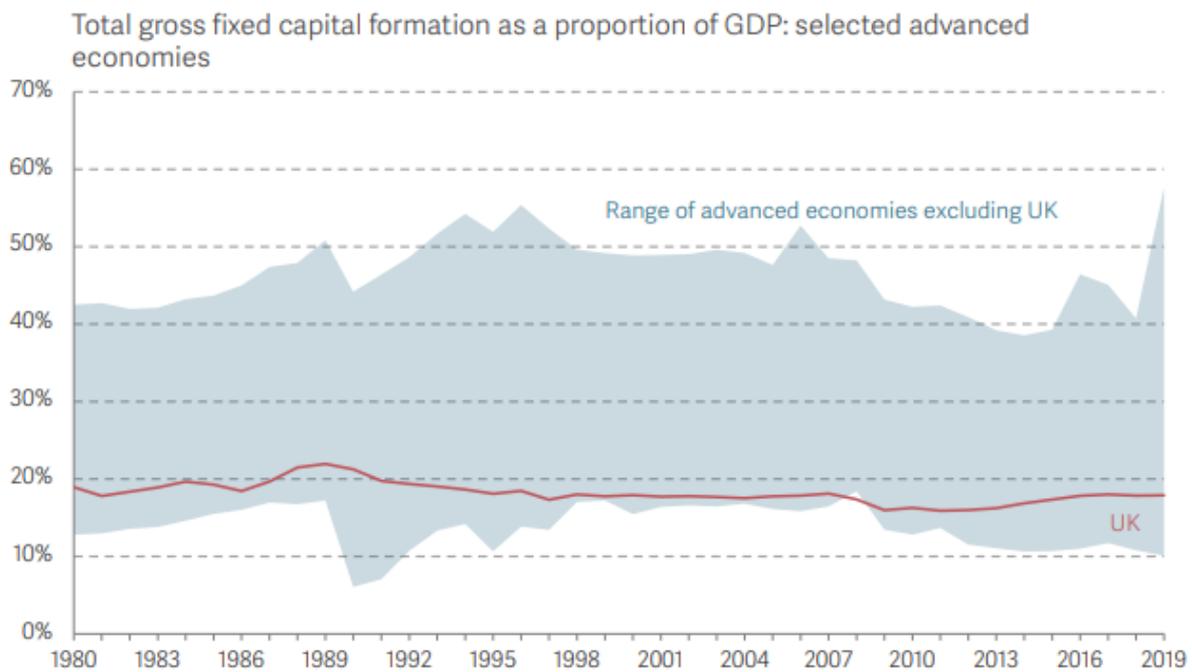
+0,1%

La croissance du dernier trimestre 2022 au R-U, selon l'ONS, en glissement trimestriel.

39, pour le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 68 ans celui-ci a annoncé le report de sa décision dans un contexte d'incertitudes sur l'impact de la baisse de l'espérance de vie.

- Un projet de [loi](#) visant à modifier l'impôt foncier pesant sur les entreprises (*business rates*) a été introduit au Parlement. Il propose une ré-évaluation plus fréquente de la valeur des propriétés commerciales et l'exemption de hausse d'imposition pendant un an lors de la réalisation de travaux significatifs.

Graphique de la semaine : Le Royaume-Uni observe de faibles niveaux d'investissement public depuis plusieurs décennies par rapport aux autres économies développées



NOTES: Swathe includes Australia, Austria, Belgium, Canada, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Germany, Greece, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Japan, Korea, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Norway, Portugal, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom and United States.

SOURCE: Analysis of IMF, Investment and Capital Stock Dataset: 1960-2019.

Source : [Resolution Foundation](#)

🗨️ **Fait marquant : Le gouvernement britannique publie la mise à jour de sa stratégie de finance verte**

Pour mémoire, la première stratégie avait été publiée en 2019 et exposait l'agenda réglementaire et politique du gouvernement en matière de finance verte. Le nouveau document publié le 30 mars explicite la volonté du gouvernement d'obliger les grandes entreprises britanniques non-cotées en bourse à divulguer leurs plans de transitions, sur une base de « *comply or explain* ». Une consultation sera lancée sur cette question au T3/T4 2023. Actuellement, seules les grandes entreprises cotées doivent publier leurs plans de transitions. D'autres mesures sont annoncées dans la stratégie notamment un nouveau cadre de marché pour la nature, une clarification du devoir fiduciaire des administrateurs de fonds de pension et une révision de la réglementation en matière de gouvernance d'entreprise.

Le gouvernement a également annoncé une consultation sur le reporting par les entreprises du « Scope 3 » des émissions de gaz à effet de serre – le « Scope 3 » étant le périmètre prenant en compte l'entièreté des émissions directes ou indirectes d'un produit ou service. De plus, une consultation sera publiée au T3 2023 sur la Taxonomie verte britannique qui devrait inclure le nucléaire comme une technologie clé dans la transition énergétique. Les entreprises devront ensuite déclarer la nature durable ou non de leurs investissements selon cette grille de manière volontaire durant un ou deux ans avant que cela ne devienne obligatoire avec l'arrivée prochaine de la *Sustainability Disclosure Requirement*, pendant britannique de la *Sustainability Financial Disclosure Regulation* européenne.

Parmi les annonces figure également une [consultation](#) sur l'intégration des agences de notations ESG dans le cadre réglementaire en reconnaissance de leur rôle croissant dans la détermination de la

performance des investissements durables. Elle ne concerne que les règles potentielles pour les fournisseurs de notation ESG, et non pas les fournisseurs des données utilisées pour les notations.

Actualité macro-économique

La Banque d'Angleterre (BoE) publie son nouveau [calendrier](#) de ventes de *gilts* pour le deuxième trimestre 2023 – La BoE a l'intention de vendre 3,08 Md£ de *gilts* sur l'ensemble de la courbe des maturités. Pour chacune des maturités, quatre enchères de 770 M£ seront organisées. Le calendrier des ventes du troisième trimestre sera publié le 23 juin prochain.

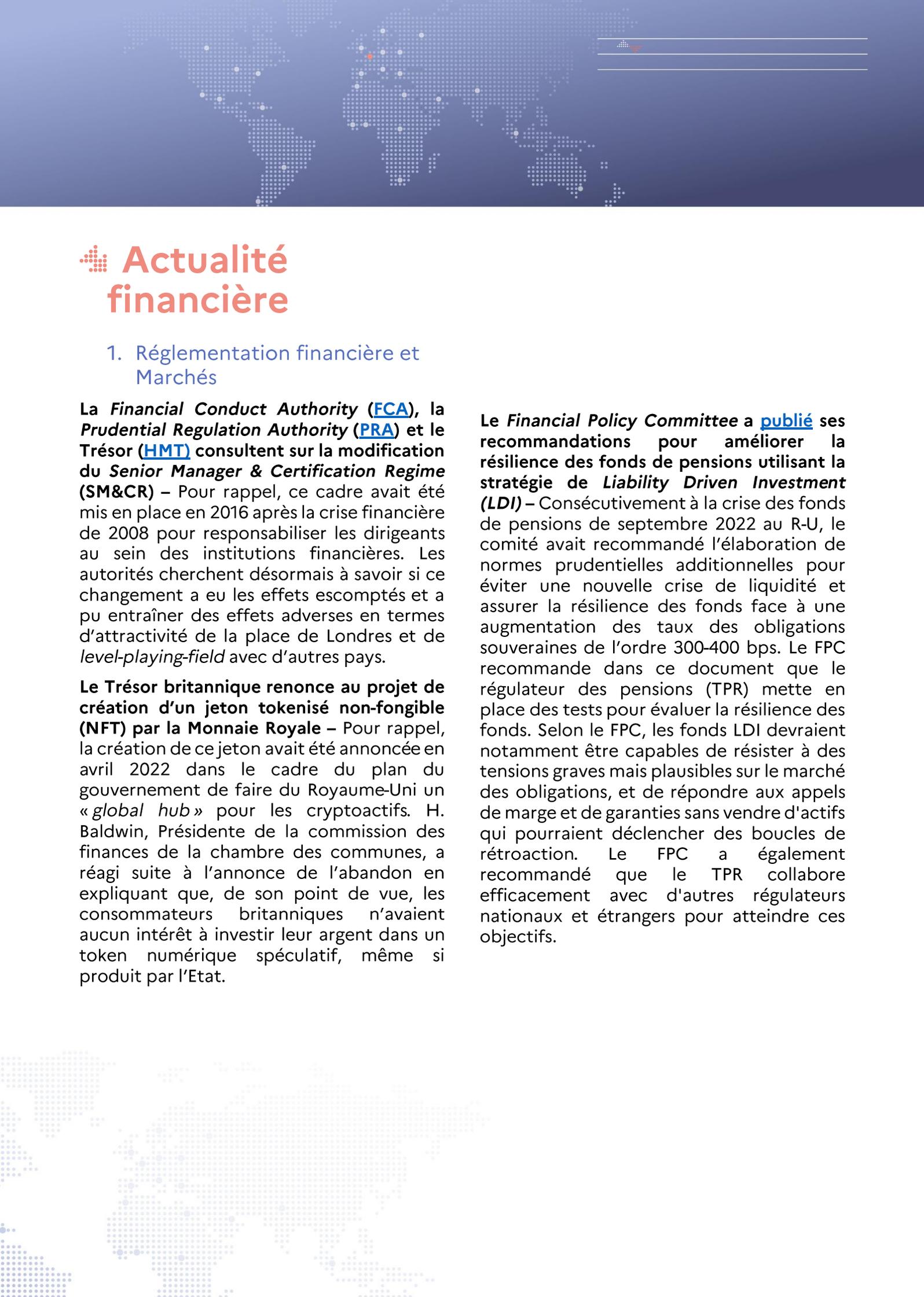
Selon l'[ONS](#), la hausse des prix des produits alimentaires et des boissons (hors alcools) atteint 18,2% en février 2023, sur douze mois, après 16,8% en janvier 2023 – Les prix de ces produits sont en hausse et en constante accélération depuis août 2021. L'inflation alimentaire et des boissons sans alcool dépasse 10% sur douze mois depuis juillet 2022. Ce poste de dépense représente 11,9% de la dépense moyenne d'un ménage. Les produits dont les prix ont le plus augmenté entre février 2022 et février 2023 sont le lait écrémé (42%), l'huile d'olive (41%), le sucre (38%), le fromage (35%), le lait entier (34%), les œufs (33%), les condiments (32%) et la margarine (30%). Les légumes constituent la catégorie de produits

alimentaires dont les prix ont le plus augmenté entre janvier et février 2023, de 3,3%.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni conclut les négociations pour rejoindre le partenariat transpacifique (CPTPP) – La [conclusion](#) des négociations d'adhésion devrait permettre au Royaume-Uni de rejoindre d'ici la fin d'année le bloc de 11 pays. Si le détail des concessions et des gains britanniques n'est pas encore connu, les gains macroéconomiques de cet accord devraient rester très modestes (+0,08% de PIB à horizon de 10 ans, selon le gouvernement). Le Royaume-Uni disposait déjà d'accords commerciaux avec 9 des membres du CPTPP.

Le gouvernement lance une revue de sa stratégie de soutien aux investissements directs étrangers – Les conclusions de ce [réexamen](#) de l'approche et des outils britanniques au soutien des IDE devraient être connues en septembre 2023.



Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

La **Financial Conduct Authority (FCA)**, la **Prudential Regulation Authority (PRA)** et le Trésor (**HMT**) consultent sur la modification du **Senior Manager & Certification Regime (SM&CR)** – Pour rappel, ce cadre avait été mis en place en 2016 après la crise financière de 2008 pour responsabiliser les dirigeants au sein des institutions financières. Les autorités cherchent désormais à savoir si ce changement a eu les effets escomptés et a pu entraîner des effets adverses en termes d'attractivité de la place de Londres et de *level-playing-field* avec d'autres pays.

Le Trésor britannique renonce au projet de création d'un jeton tokenisé non-fongible (NFT) par la Monnaie Royale – Pour rappel, la création de ce jeton avait été annoncée en avril 2022 dans le cadre du plan du gouvernement de faire du Royaume-Uni un « *global hub* » pour les cryptoactifs. H. Baldwin, Présidente de la commission des finances de la chambre des communes, a réagi suite à l'annonce de l'abandon en expliquant que, de son point de vue, les consommateurs britanniques n'avaient aucun intérêt à investir leur argent dans un token numérique spéculatif, même si produit par l'Etat.

Le **Financial Policy Committee** a **publié** ses recommandations pour améliorer la résilience des fonds de pensions utilisant la stratégie de **Liability Driven Investment (LDI)** – Consécutivement à la crise des fonds de pensions de septembre 2022 au R-U, le comité avait recommandé l'élaboration de normes prudentielles additionnelles pour éviter une nouvelle crise de liquidité et assurer la résilience des fonds face à une augmentation des taux des obligations souveraines de l'ordre 300-400 bps. Le FPC recommande dans ce document que le régulateur des pensions (TPR) mette en place des tests pour évaluer la résilience des fonds. Selon le FPC, les fonds LDI devraient notamment être capables de résister à des tensions graves mais plausibles sur le marché des obligations, et de répondre aux appels de marge et de garanties sans vendre d'actifs qui pourraient déclencher des boucles de rétroaction. Le FPC a également recommandé que le TPR collabore efficacement avec d'autres régulateurs nationaux et étrangers pour atteindre ces objectifs.

2. Banques et assurance

La PRA a **publié** les résultats thématiques du **test de résistance cyber (CST22) de 2022** – Les tests de résistance face aux attaques informatiques visent à évaluer la capacité des entreprises à gérer les impacts de scénarios graves et plausibles. Les objectifs de CST22 étaient notamment d'étudier la capacité des entreprises à identifier rapidement la nature de la perturbation qu'elles subisse, ainsi que les impacts potentiels sur la stabilité financière. En conclusion, la BoE a trouvé que les domaines clés à renforcer sont : (i) la coordination de l'industrie en prenant en compte les conséquences systémiques potentielles, (ii) la communication, (iii) les plans d'urgences des entreprises, (iv) les mesures d'atténuation, (v) la réconciliation entre les données pré et post attaques et (vi) la capacité des entreprises à examiner leurs plans de test pour s'assurer qu'ils couvrent un large éventail de scénarios en termes de confidentialité et d'intégrité des données. La BoE attend des entreprises qu'elles utilisent ces résultats pour renforcer leur résilience opérationnelle d'ici mars 2025.

Auditionné par la commission des finances de la chambre des communes, **A. Bailey, gouverneur de la BoE**, a expliqué que **l'autorité était très vigilante après la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB)** – Le gouverneur de la BoE a tenu à rassurer en expliquant que la période actuelle n'était en rien comparable à la crise de 2008. Interrogé sur la mise en résolution de la filiale britannique SVB UK, pourtant bien capitalisée et respectant les ratios prudentiels de liquidité, Bailey a expliqué qu'elle avait principalement été causée par la faillite de la maison-mère. S. Woods, directeur de la *Prudential Regulatory Authority* également auditionné par les députés, a annoncé que l'autorité se pencherait sur une révision du ratio de liquidité bancaire (LCR) pour tirer les leçons de l'utilisation des outils numériques (30% des dépôts de la banque retirés en un jour) et des effets d'amplification des réseaux sociaux. Enfin, la PRA travaillera pour faciliter l'ouverture, par les start-ups, de comptes dans différentes banques, diversification aujourd'hui difficilement réalisable.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international